

Cette réforme fiscale est une initiative du gouvernement; il compte en faire le thème de campagne électorale de 1988 ou de 1989. Si c'est là sa réforme, je suis disposé à affronter le ministre des Finances ou n'importe quel candidat conservateur, à n'importe quelle station de télévision, avec n'importe quelle plate-forme, n'importe où au Canada.

Durant la campagne électorale de 1984, le premier ministre avait promis un régime fiscal plus juste. Il a dit que les riches banques et sociétés payeraient, et beaucoup. Je suppose qu'elles ont garni considérablement les coffres du parti conservateur, car elles ne doivent pas payer beaucoup d'impôts alors que cela permettrait d'alléger le fardeau fiscal des citoyens moyens.

[Français]

Monsieur le Président, je dis finalement que le gouvernement avait un choix. Les mesures qui ont été annoncées aujourd'hui ne sont pas simplement les mesures du ministre des Finances, ce sont les mesures du gouvernement progressiste conservateur, de tous les députés, de tous les ministres, de tout le parti progressiste conservateur. C'est apparemment la plate-forme du parti conservateur pour la prochaine campagne électorale. Effectivement, si, monsieur le Président, les conservateurs veulent demander des votes aux Canadiens et Canadiennes moyens sur la base d'une plate-forme qui favorise les banques, qui favorise les grandes sociétés aux dépens des Canadiens ordinaires, alors c'est à eux de préconiser une telle

plate-forme. De notre côté, nous préconisons une réforme fiscale qui soit une vraie réforme fiscale, juste et équitable envers tous les Canadiens et toutes les Canadiennes, envers tous les contribuables et non simplement envers les contribuables qui viennent des secteurs des grosses corporations, des sociétés.

[Traduction]

Nous sommes disposés à affronter des élections générales axées sur la réforme fiscale. Je souhaiterais que le ministre comprenne quelle erreur il commet, qu'il écoute attentivement les recommandations du comité des Finances, qu'il écoute les citoyens moyens et puis qu'il revienne avec une véritable réforme fiscale qui fait baisser les impôts et les taxes de la famille moyenne, qui exonère complètement les pauvres de l'impôt et pas seulement temporairement, qui assure la pleine indexation et pas une désindexation partielle, et qui soit équitable à l'égard des familles. Mieux vaut être juste à l'égard des familles moyennes qu'à l'égard des banques. Voilà notre slogan.

**M. Lewis:** Monsieur le Président, vous constaterez qu'il y a eu des discussions entre les représentants des différents partis et que la Chambre consent à dire qu'il est 18 h 20.

**M. le vice-président:** Comme il est 18 h 20, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain à 11 heures.

(La séance est levée à 18 heures.)